

## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHÉ DE TRAVAUX CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

### ACCORD-CADRE A EXÉCUTION PAR MARCHES SUBSÉQUENTS N° 2025-8765-001

### Travaux d'infrastructures en Forêts Domaniales Agence Territoriale HERAULT-GARD

#### Objet de la consultation

---

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux relatifs à la création ou l'entretien de dessertes forestières dans les forêts domaniales de l'agence Hérault-Gard, DT Midi-Méditerranée  
L'accord-cadre est composé de 10 lots.

#### Pouvoir adjudicateur

---

**Pouvoir adjudicateur/Donneur d'ordre :**  
**OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF)**  
Direction territoriale de Midi Méditerranée  
Agence territoriale Hérault-Gard  
505 Rue de la Croix Verte  
34094 MONTPELLIER

#### Personne signataire de l'accord-cadre

---

La personne signataire de l'accord cadre est madame Valérie Metrich-Hecquet, Directrice Générale de l'Office National des Forêts

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction territoriale Midi Méditerranée, Agence territoriale Hérault-Gard, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01305 dont le siège est à 505 rue de la Croix Verte – 34074 MONTPELLIER Cx5.

### 1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :  
Madame ARCHEVEQUE Guylaine  
Directrice de l'Agence Hérault-Gard

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus relatifs aux nantissements ou cessions de créances

La personne habilitée est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.  
Mme LEPETIT Catherine, agent comptable secondaire,  
505 rue de la Croix Verte – Parc Euromédecine – CS 74208 - 34 094 Montpellier  
Tel : 06 11 77 30 80

### 1.4. Personne auprès de laquelle des renseignements d'ordre juridique ou administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est:  
Monsieur Jean CAMPLO  
Téléphone : 06-11-13-15-07  
Email : [jean.camplo@onf.fr](mailto:jean.camplo@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :  
Florence VIALARET – Acheteuse Territoriale Midi-Mediterranee  
Tél : 06 14 79 20 88  
Courriel : [florence.vialaret@onf.fr](mailto:florence.vialaret@onf.fr)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.  
Mme LEPETIT Catherine, agent comptable secondaire,  
505 rue de la Croix Verte – Parc Euromédecine – CS 74208  
34 094 Montpellier  
Tel : 06 11 77 30 80  
Courriel : [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne l'exécution de travaux relatifs à la création ou l'entretien de dessertes forestières, dans les forêts Domaniales de l'agence Hérault-Gard.  
La description des spécifications techniques est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, dans sa dernière version en vigueur. Ce cahier n'est pas joint à la consultation, il est réputé connu

et accepté par les soumissionnaires ; il est disponible sur internet via le lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

## 2.2. Procédure

Il s'agit d'un accord-cadre à procédure adaptée (passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique).

## 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

45233140-2	Travaux routiers
45112500-0	Travaux de terrassement
45233141-9	Travaux d'entretien routier
45233142-6	Travaux de réparation de routes, nid de poules, rives, flaches et bicouche de maintien
45233160-8	Chemins et autres aires empierrées
45112600-1	Déblais-remblais
45232410-9	Travaux d'assainissement
45232451-8	Assainissement : fossés/fourniture et mise en place d'aqueduc
45233220-7	Fourniture et mise en œuvre d'enduits de surface bi et monocouche/enrobé
45233229-0	Entretien d'accotements
45233290-8	Signalétique : fourniture et mise en place de panneaux, de barrières
45233320-8	Fourniture et mise en œuvre de primaire de carrière ou GNT
45236114-2	Travaux de nivelage de pistes
45240000	Travaux construction d'ouvrages hydrauliques

# 3 CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

## 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution par marchés subséquents en application du code de la commande publique.

### 3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 10 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

N° du lot	Objet du lot	Mini	Maxi
1	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales de <b>Notre Dame de Parlatges</b> , de <b>Saint Guilhem le Désert</b> , de <b>Puéchabon</b> de la <b>Séranne</b> , du <b>Pic Saint Loup</b> , de la <b>Gardiole</b> et de <b>Sète (Département Hérault)</b>	0 €	300 K€
2	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales de <b>L'Escandorgue</b> , des <b>Monts d'Orb</b> des <b>Écrivains Combattants</b> de <b>Saint Michel</b> et de <b>Carlencas (Département Hérault)</b>	0 €	350 K€
3	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales de <b>l'Espinouse</b> et du <b>Somail (Département Hérault)</b>	0 €	200 K€
4	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales de <b>Saint Chinian</b> , des <b>Avants Monts</b> et du <b>Minervois (Département Hérault)</b>	0 €	100 K€

5	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales du <b>Causse Noir</b> et de <b>la Vis (Département du Gard)</b>	0 €	50 K€
6	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans la forêt domaniale de l' <b>Aigoual</b> . Territoire du <b>Parc National des Cévennes</b> (zone cœur de parc) ( <b>Département du Gard</b> )	0 €	200 K€
7	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales du, de <b>la Vallée Borgne</b> et de <b>la Fage (Département du Gard)</b>	0 €	50 K€
8	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales du <b>Rouvergue</b> et du <b>Mas de l'Ayre (Département du Gard)</b>	0 €	200 K€
9	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans les forêts domaniales de l' <b>Homol</b> et de <b>Malmontet</b> . Territoire du <b>Parc National des Cévennes</b> (zone cœur de parc) ( <b>Département du Gard</b> )	0 €	100 K€
10	Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières ou DFCI dans la forêt domaniale de la <b>Valbonne (Département du Gard)</b>	0 €	50 K€

### ➤ Spécificités liées au Parc National des Cévennes :

**Lots n°6 et 9 (Gard) :** Travaux de création et entretien de routes forestières ou DFCI dans certaines zones des forêts domaniales de l'**Aigoual**, **Malmontet** et de l'**Homol**. Ces spécificités sont liées à la présence de la « **zone cœur** » du **Parc National des Cévennes**. La réalisation de certains ouvrages et/ou terrassements **ne sont pas communs** à l'ensemble des lots et font l'objet d'une note complémentaire relative à ces prestations. Il en va de même pour certaines prescriptions environnementales. Les articles communs et règles générales décrites dans le présent CCTP s'appliquent également aux lots 6 et 9 en plus des spécificités décrites dans la partie dédiée située après les parties communes du présent CCTP.

#### 3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à plusieurs soumissionnaires : 3 soumissionnaires au maximum par lot.  
Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de l'accord-cadre.  
Un même candidat pourra être attributaire d'un ou de plusieurs lots dans la limite de 3 lots maximum

#### 3.1.3. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les attributaires de l'accord-cadre seront systématiquement remis en concurrence sous forme de marchés subséquents. Ces marchés, donneront lieu pour leur exécution, à l'émission d'un ou plusieurs bons de commande.

#### 3.1.4. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre :

- la moins disante (lorsque le seul critère d'attribution est le prix),
- la mieux disante (lorsque plusieurs critères d'attribution seront prévus)

### 3.2. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 (trois) mois avant la fin de l'année en cours. Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 3 (trois) ans. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

### 3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

### **3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et les variantes ne sont pas autorisées dans l'accord cadre initial. Pour les marchés subséquents, des PSE et variantes seront possibles (indication au sein des documents du marché subséquent).

### **3.5. Limitation dans la création des nouveaux prix**

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 10% du total des lignes du BPU pour la durée maximum du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix.

### **3.6. Visite des lieux**

La visite des lieux sera précisée sur chaque marché subséquent, notamment si elle est facultative ou obligatoire – dans ce cas, une attestation de visite sera délivrée sur place à l'issue de la visite, ou à fournir par le candidat avec photos attestant de la visite.

## **4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

### **4.1. Accord-cadre**

- L'Acte d'Engagement (AE à compléter)
- Le Bordereau des Prix unitaires (BPU) (1 onglet « articles communs », 1 onglet « articles spécifiques Lots 6 & 9 »)
- Les BPU-DQE des chantiers types (1 pour les lots N°1, 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 10 ; 1 pour les lots N° 6 et 9)
- Les Clauses Techniques particulières (CCTP)
- Les Clauses Administratives particulières (CCAP)
- Le cadre de mémoire technique à compléter
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) disponible sur internet : [Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers \(CNPTSF\) \(onf.fr\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administrativesgenerales-et-techniques)
- Le CCAG n'est pas joint au dossier, il est réputé connu et accepté par les soumissionnaires, il est disponible sur internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administrativesgenerales-et-techniques>
- Lettre de candidature désignation du mandataire par ses cotraitants (DC1)
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)
- Déclaration de sous-traitance (DC4)
- L'attestation sur l'honneur (à compléter, voir dernière page du présent document)
- Le règlement de la consultation (RC)
- L'annexe 1\_Carte allotissement Hérault
- L'annexe 2\_Carte allotissement Gard
- L'annexe 3\_Risque incendie Hérault
- L'annexe 4\_Risque incendie Gard

La pièce générale (CCAG Travaux) étant réputée connue des entreprises, elle n'est pas matériellement jointe à l'accord-cadre. Les documents et normes techniques sont précisés dans les CCTP ainsi que leurs modalités d'application.

L'offre technique et financière présentée par les titulaires de l'accord-cadre constitue une offre de base qui les lie contractuellement.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### **4.2. Marché subséquent**

- Marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par modification des marchés subséquents considérés
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) complémentaire joint aux marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre,

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 5.1. Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit un unique type de commande : par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre sous forme de marchés subséquents, selon les dispositions définies ci-après.

### 5.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires

#### 5.2.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est laissée au libre choix du pouvoir adjudicateur qui pourra en tant que de besoin la mettre en œuvre.

#### 5.2.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Les éléments pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix des prestations, les précisions techniques et le délai. Les prix initialement proposés étant donc des prix unitaires.

#### 5.2.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

#### 5.2.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

##### a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

##### b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

##### c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution (émission d'un ordre de service).

#### 5.2.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

##### a) Engagement de la consultation

Dès la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera via la plateforme PLACE à l'adresse mail qui a déposé la candidature.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

Les courriels ne pourront en aucun cas dépasser 5 Mo.

#### **b) Critères d'attribution des marchés subséquents**

Les critères d'attribution des marchés subséquents seront basés sur les fourchettes suivantes :

**Prix : 70 à 100 % / planning : 0 à 10 % / Précisions techniques liées au marché subséquent de 0 à 20 %**

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

#### **c) Formalisme et attribution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière de la titulaire notifiée par le pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, d'autres documents qui seront spécifiés dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre (cahier des clauses techniques particulières au marché subséquent concerné, mémoire technique, planning prévisionnel d'exécution...). Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

##### **5.2.6. Modifications des marchés subséquents**

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.  
La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

##### **5.2.7. Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

##### **5.2.8. Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessus.

### 5.2.9. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### 5.3. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues aux clauses générales d'achat des travaux.

## 6 OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

### 6.1. Opérations de vérification

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 (quinze) jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement de ses travaux.

En application de l'article 41 du CCAG-travaux la réception a lieu en une seule fois, à la diligence du titulaire qui, par écrit, avise les maîtres d'ouvrage et d'œuvre de la date à laquelle il envisage que les travaux ont été achevés ou le seront.

### 6.2. Réception des travaux

Dans un délai maximum de vingt jours, à dater de l'avis ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure, le maître d'œuvre procède, en présence du titulaire dûment convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Conformément à l'article 41.2 du CCAG-travaux les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire du marché. Si ce dernier refuse de le signer, il en est fait mention.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention audit procès-verbal qui lui est alors notifié.

Dans le délai de cinq jours ouvrés suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception, et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a, éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves. S'il propose la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les dix jours suivant la date du procès-verbal.

À défaut de décision du maître d'ouvrage, notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre sont considérées comme acceptées.

La réception, si elle est prononcée ou réputée comme telle, prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

### **6.3. Réception avec réserves**

S'il apparaît que certains travaux prévus au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutés, le pouvoir adjudicateur peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces travaux dans un délai qui n'excède pas 1 (un) mois.

La constatation de l'exécution de ces travaux doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur ou en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire.

### **6.4. Prise de possession**

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra prendre possession de certains ouvrages avant la réception, sous réserve que soit réalisé au préalable un état des lieux contradictoire. Le titulaire pourra notifier ses réserves au pouvoir adjudicateur s'il estime que l'utilisation des ouvrages risque de le détériorer avant sa réception.

Sous réserve des malfaçons qui lui seraient imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages mis à la disposition du pouvoir adjudicateur.

### **6.5. Délai de garantie**

Le délai de la garantie dite "de parfait achèvement" est, sauf prolongation décidée, fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations qui peuvent résulter du présent marché, le titulaire du marché est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus à l'article "Réception avec réserves" du présent CCAP ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées ;
- d) Remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b) et c) ci-dessus sont à la charge du titulaire si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

À l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles.

### **6.6. Garanties particulières**

#### **6.6.1. Garantie dite "de bon fonctionnement"**

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux ans (article 1792-3 du code civil).

#### **6.6.2. Garantie particulière pour matériels et matériaux de type nouveau**

Si le titulaire propose dans son offre d'utiliser des matériaux et matériels de type nouveau, celui-ci garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s), pendant le délai de dix ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre par un (des) matériau(x) et fourniture(s) traditionnel(s) adapté(s) aux besoins de la réalisation du programme.

## **7 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES**

### **7.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire, en application des dispositions du code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom "coordonnateur SPS"

Les mesures de prévention décrites au plan général de coordination (PGC) concernant l'hygiène et la sécurité font partie intégrante du marché et sont applicables à l'ensemble des entreprises titulaires, cotraitantes ou sous-traitantes et travailleurs indépendants.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au code du travail

### **7.2. Gestion des déchets de chantier**

#### **7.2.1. Principes généraux :**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultants de ses interventions.

#### **7.2.2. Contrôle et suivi des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36.2 du CCAG-travaux, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG-travaux.

### **7.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

- « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché 2025-8765-001 ».

- Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article "Prix et modalités de règlement" du présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

#### **7.4. Lutte contre le travail dissimulé**

Les certificats mentionnés à l'article R.2143-7 du code de la commande publique sont à produire tous les six mois par le titulaire de chaque marché subséquent et ses éventuels cotraitants et sous-traitants jusqu'à la fin de l'exécution du marché : sont ici visées les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

En cas d'inobservation, le présent marché pourra être résilié après mise en demeure restée infructueuse sans que le titulaire ou ses ayants droit puisse prétendre à une quelconque indemnité et, le cas échéant, avec exécution des travaux à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai d'un mois.

Ces motifs de résiliation ne préjugent pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intenter.

#### **7.5. Assurance/s**

Le titulaire d'un marché subséquent est tenu de souscrire les contrats d'assurance nécessaires à la garantie des diverses responsabilités que son entreprise peut encourir dans l'exercice de sa mission.

Il devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

##### **7.5.1. Responsabilité civile**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché subséquent, et avant tout commencement d'exécution, il devra justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution du marché.

#### **7.6. Modifications affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, forme juridique, dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité, une fusion, un rachat ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Le marché sera éventuellement modifié si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur estime que les modifications ont des répercussions trop importantes sur l'exécution du marché, ou que le titulaire ne présente plus les mêmes garanties professionnelles et financières, il dispose de la possibilité de résilier le marché.

### 8.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### 8.2. Forme et contenu des prix

#### 8.2.1. Nature des prix

Chaque marché subséquent est traité à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués au marché subséquent.

#### 8.2.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations, - des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier, - de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
- de l'accomplissement des démarches et renseignements nécessaires (DICT) à la bonne exécution du chantier (conformément au Décret 2011-241 du 5 octobre 2011).

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

#### 8.2.3. Sous détail de prix - Obligations particulières du titulaire

Dans le délai de 20 jours à compter de la demande formulée par le Maître d'ouvrage, le candidat devra fournir tous les documents permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le candidat (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires).

### 8.3. Prestations non prévues – Création de nouveaux prix

Dans le cas où des travaux autres que ceux prévus dans le bordereau des prix unitaires s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que ceux de l'offre de base.

Dans le cas où ces travaux ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix correspondants seront validés par avenant et pourront servir de base à la facturation d'autres travaux futurs similaires.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

#### **8.4. Variation dans les prix**

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles dans les conditions suivantes :

A l'initiative du titulaire, les prix unitaires pourront être révisés une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre, en appliquant aux prix unitaires un coefficient de révision arrondi au millième supérieur, selon la formule indiquée au point 9.4.3 du CCAG travaux.

Pour les marchés subséquents, le délai d'exécution étant normalement inférieur à 12 mois, il n'y aura pas de variation dans les prix. La variation interviendra si le délai est supérieur à 12 mois.

#### **8.5. Présentation de la révision**

Lors de chaque révision, le titulaire produira un mémoire de révision qui en développera le calcul, ainsi que le bordereau des prix unitaires révisé.

#### **8.6. Encadrement des prix**

En cas d'engagements souscrits par la profession dans le cadre d'une réglementation des prix, les accords de régulation ou de toutes autres dispositions législatives ou réglementaires se substitueront à la présente formule.

#### **8.7. Modalités essentielles de paiement**

##### **8.7.1. Avance**

Sans objet.

##### **8.7.2. Acomptes**

Le présent marché sera réglé sur présentation de factures ou de demandes d'acompte.

Les travaux seront facturés après achèvement complet et après éventuelle réception sans réserve, ou après levée des éventuelles réserves.

Les travaux pourront faire l'objet de demandes d'acompte dans les conditions prévues aux articles R.2191-20 à R.2191-23 du code de la commande publique. Dans ce cas, les projets de décompte devront clairement récapituler le montant des travaux réalisés depuis le début du chantier. Ces projets de décompte doivent être remis à une date définie d'un commun accord entre le maître d'œuvre et le titulaire du marché, au démarrage des travaux. Cette date sera au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui auquel le décompte se rapporte.

##### **8.7.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché subséquent : (n° indiqué sur le marché)
- les références du bon de commande afférent : (n° indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311601305
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

#### 8.7.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF 47XXXXXXXXX.
- Numéro d'identification : 66204311601305
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### 8.7.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### 8.7.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 8.7.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## 9 RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

## 10 PÉNALITÉS

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux Clauses Générales de travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### 10.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

### 10.2. Pénalités pour retard

En cas de retard dans les délais fixés par le présent marché, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué à partir du terme du délai fixé, des pénalités dont les montants détaillés par type de délais et leurs modalités de calcul sont définis ci-après :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans le délai fixé pour l'exécution des travaux	1/3000e du montant hors taxes de la commande	par jour calendaire
Retard dans les délais fixés par ordre de service ou compte-rendu de chantier pour le nettoyage et la remise en état du chantier en cours de travaux et en fin de chantier	1/3000e du montant hors taxes de la commande	par jour calendaire
Retard aux rendez-vous de chantier	50	par 1/4 d'heure de retard avec un maximum d'une heure. Au-delà le retard sera considéré comme une absence non justifiée
Absence aux rendez-vous de chantier non justifiée 48 heures à l'avance	100	par absence
Retard dans la remise des pièces techniques dans le délai de 10 jours à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le début des travaux	100	par jour calendaire et par document
Retard dans la présentation d'un soustraitant après mise en demeure fixant un délai de 10 jours	1/1000ème du montant hors taxes de la commande	par jour calendaire
Moyens technique mis en œuvre différents de ceux indiqués au mémoire technique	200	par constat
Moyens humains mis en œuvre différents de ceux indiqués au mémoire technique	200	par constat

Les pénalités sont indiquées hors taxes et ne sont pas assujetties à la TVA.

L'imposition des pénalités ci-dessus mentionnées ne fait pas obstacle à l'application des mesures prévues à l'article 19 du CCAG-travaux

En cas de force majeure, les faits générateurs des pénalités ci-dessus ne pourront pas être retenus contre le titulaire.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des arrêts dus aux conditions météorologiques pour proroger le délai d'exécution des travaux que si la durée cumulée des périodes d'interruption devait excéder 15 jours.

### **10.3. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### **10.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

### **10.5. Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire**

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée à ses frais et risques conformément au CCAG-travaux ou la résiliation du marché peut être décidée.

## **11 DROIT ☐ LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **12 ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **13.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **13.2. Travail clandestin**

Le Titulaire d'un marché subséquent doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **13.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **13.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le titulaire d'un marché subséquent est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse :

[www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

## **14 CONDITIONS DE RÉSILIATION**

Nonobstant les cas de résiliation prévus au CCAG-travaux, le présent marché pourra également être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.21433 à R.2143-5 et/ou de refus de produire les pièces mentionnées à l'article R.2143-7 du code de la commande publique qui sont à fournir tous par le titulaire d'un marché subséquent et ses éventuels cotraitants et sous-traitants jusqu'à la fin de l'exécution du marché y compris pour les périodes de reconduction, à savoir : les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Ce motif de résiliation ne préjuge pas des éventuelles suites judiciaires que le pouvoir adjudicateur pourrait intenter.

## **15 CLAUSE PANDÉMIE (TYPE COVID-19)**

En cas de crise sanitaire, pandémie, l'exécution de la prestation est susceptible d'être reportée ou le contrat d'être résilié. Il est possible d'un commun accord entre les cocontractants d'un report de la prestation à une date ultérieure, d'une annulation de la commande sans résiliation du marché si celui-ci porte sur plusieurs prestations dont une partie seulement devait être annulée, d'une résiliation du marché si celui-ci porte sur une prestation unique.